

En 2018, d'après le Baromètre d'opinion de la DREES, en France métropolitaine, 24 % des personnes pensent qu'elles risquent de devenir pauvres dans les cinq prochaines années et 18 % se jugent déjà pauvres, un chiffre en hausse de 5 points par rapport à 2017. Le sentiment d'une hausse, passée comme future, de la pauvreté et de l'exclusion sociale en France est très communément partagé. Deux tiers des Français sont favorables à une revalorisation du revenu de solidarité active (RSA), mais seulement 20 % de ceux-ci seraient disposés à payer davantage d'impôts ou de cotisations pour la financer. Le montant de ressources garanti par le RSA est très éloigné du revenu considéré par les Français comme le minimum pour vivre, évalué à 1 760 euros par mois en moyenne pour une personne seule.

La part des personnes se considérant comme pauvres s'accroît en 2018, surtout chez les ouvriers

En 2018, selon le Baromètre d'opinion de la DREES (*encadré 1*), 18 % des Français s'estiment en situation de pauvreté¹ et 24 % supplémentaires pensent qu'ils peuvent le devenir dans les cinq prochaines années (*graphique 1*). À l'inverse, 58 % des Français se considèrent à l'abri de ce risque. Alors que ces proportions demeuraient relativement stables depuis 2015, date d'introduction de la question sous sa forme actuelle dans le Baromètre, la part des personnes qui se considèrent comme pauvres augmente de 5 points entre 2017 et 2018, tandis que celle des personnes qui s'estiment à l'abri de ce risque recule de 6 points².

Le sentiment d'exposition au risque de pauvreté varie très fortement selon le niveau de vie³ : en 2018, 88 % des personnes appartenant aux 20 % des ménages les plus aisés se sentent protégés, contre seulement 27 % de celles appartenant aux 20 % des ménages les plus modestes. De même, six cadres supérieurs et membres des professions libérales

sur sept s'estiment à l'abri de la pauvreté pour les cinq prochaines années, un sentiment partagé par seulement un employé sur deux et quatre ouvriers sur dix⁴. Si les parts étaient similaires en 2017 pour les cadres supérieurs et membres des professions libérales, les professions intermédiaires et les employés, celle des ouvriers est en forte diminution : -11 points entre 2017 et 2018. Parallèlement, la part des ouvriers qui se considèrent comme pauvres augmente de 11 points (*graphique 2*).

Le sentiment que la pauvreté et l'exclusion vont augmenter en France reste très répandu

Même si la majorité des Français se sentent à l'abri du risque de pauvreté, 86 % d'entre eux déclarent que ce sujet les préoccupe personnellement. Cette proportion est du même ordre que celle des personnes qui se disent préoccupées par le niveau des salaires et du pouvoir d'achat (90 %) ou par celui du chômage (79 %). Neuf personnes sur dix pensent que la pauvreté et l'exclusion ont augmenté depuis

1. À titre de référence, le taux de pauvreté monétaire au seuil de 60 % du niveau de vie médian est de 14 % en France métropolitaine en 2016 (voir fiche 03).

2. Les données de l'enquête ont été collectées du 15 octobre au 1^{er} décembre 2018, dans un contexte marqué par le début du mouvement des Gilets jaunes et par des projets de réformes touchant la fiscalité (basculer des cotisations sociales vers la CSG) et les prestations sociales, ce qui peut contribuer à expliquer cette hausse.

3. Le niveau de vie s'entend dans cette fiche comme le revenu déclaré par unité de consommation du ménage. Le nombre d'unités de consommation du ménage est calculé selon l'échelle d'équivalence dite « de l'OCDE modifiée », où le premier adulte compte pour 1, les autres personnes de 14 ans ou plus pour 0,5 et les moins de 14 ans pour 0,3.

4. Il s'agit de la profession actuelle pour les personnes en emploi, de la dernière profession pour les inactifs et les personnes en recherche d'emploi.

Encadré 1 Le Baromètre d'opinion de la DREES

Le Baromètre d'opinion de la DREES est une enquête de suivi de l'opinion sur la santé, la protection sociale (assurance maladie, retraite, famille, handicap et dépendance, pauvreté et exclusion), les inégalités et la cohésion sociale. Pilotée par la DREES tous les ans depuis 2000 (sauf en 2003), elle est effectuée en face à face auprès d'un échantillon d'environ 3 000 personnes représentatives de la population habitant en France métropolitaine et âgée de 18 ans ou plus. L'échantillon est construit selon la méthode des quotas : par sexe, âge, profession de la personne de référence, après stratification par région et catégorie d'agglomération.

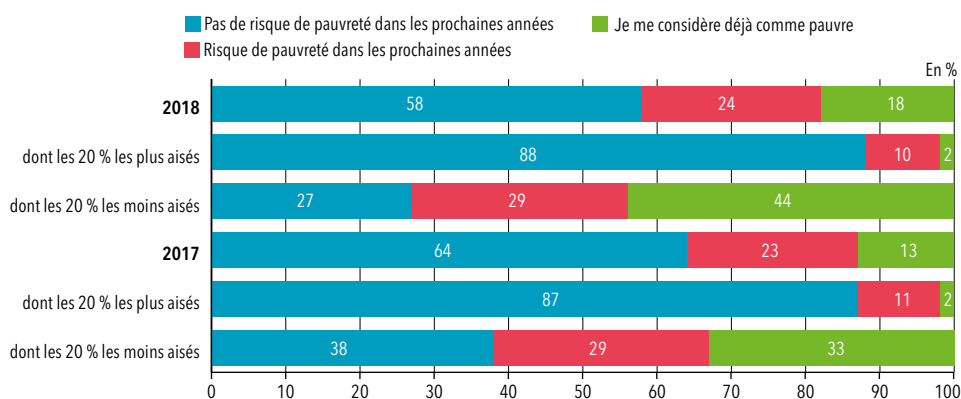
Le taux d'enquêtés qui ne se prononcent pas, inférieur à 2 % pour la quasi-totalité des questions depuis 2009, a significativement augmenté en 2018 pour une série d'indicateurs, possiblement en raison d'un changement du réseau d'enquêteurs. Les résultats présentés ici ne prennent pas en compte les personnes qui ne se prononcent pas mais une indication est apportée dans les notes des illustrations si cette part dépasse 2 % des enquêtés.

Pour des raisons de commodité, les personnes interrogées dans le cadre de ce Baromètre (résidents en France métropolitaine âgés de 18 ans ou plus) sont désignées ici par le terme « Français ».

Précautions d'interprétation des enquêtes d'opinion

Les réponses à une enquête d'opinion sont particulièrement sensibles à la formulation des questions et à leur place dans le questionnaire. Du fait de l'ancienneté et de la stabilité du questionnaire du Baromètre, ses différentes éditions permettent néanmoins des comparaisons entre catégories (selon le revenu, l'âge, etc.) et dans le temps. Toutefois, compte tenu de la taille de l'échantillon, de faibles variations peuvent ne refléter que des imperfections de mesure.

Graphique 1 Perception de la situation personnelle vis-à-vis de la pauvreté, en 2017 et en 2018



Note > Question posée : « Et vous, personnellement, pensez-vous qu'il y ait un risque que vous deveniez pauvre dans les cinq prochaines années ? Oui, plutôt/Non, plutôt pas/Je me considère déjà comme pauvre. » Ces résultats sont calculés hors « Ne se prononce pas », une modalité qui représente 6 % des réponses en 2018 et 1 % des réponses en 2017 (encadré 1). De faibles différences peuvent être observées dans les résultats par quintile de niveau de vie pour l'année 2017 par rapport aux résultats publiés l'année dernière. Elles proviennent d'une modification dans le calcul du niveau de vie des personnes interrogées.

Lecture > La proportion des Français qui se considèrent comme pauvres est passée de 13 % en 2017 à 18 % en 2018.

Champ > Personnes résidant en France métropolitaine et âgées de 18 ans ou plus.

Source > DREES, Baromètre d'opinion 2017-2018.

cinq ans (graphique 3). Cette part est relativement stable depuis 2011, après avoir augmenté régulièrement entre 2004 et 2011. Au total, entre 2004 et 2018, elle a crû de 6 points.

La part des personnes qui considèrent que la pauvreté et l'exclusion vont augmenter à l'avenir a davantage progressé au cours de cette période, avec une hausse totale de 14 points. Après avoir légèrement fléchi en 2017, elle retrouve en 2018 le point haut atteint en 2016.

En revanche, si la préoccupation pour le chômage reste forte, la crainte vis-à-vis du chômage pour soi ou son entourage semble reculer au sein de la population. En 2018, 36 % des personnes qui ne sont pas à la recherche d'un emploi redoutent qu'elles-mêmes ou l'un de leurs proches se retrouvent au chômage à court terme, un chiffre qui s'élevait à 41 % en 2017 et 45 % en 2016.

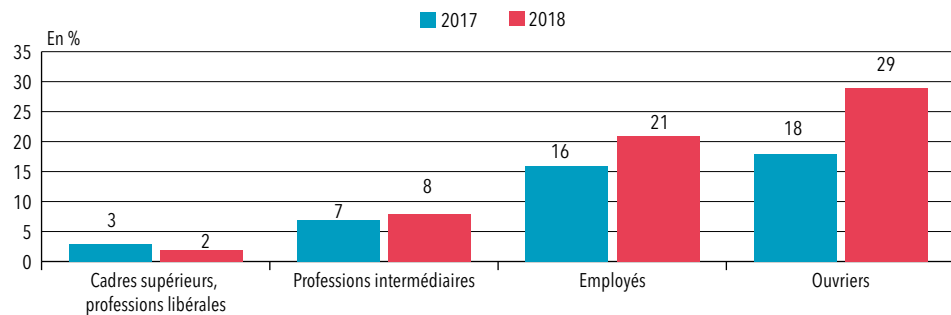
Un soutien toujours aussi marqué à une hausse du RSA et du smic

Les Français restent très majoritairement favorables à l'idée d'une hausse des minima sociaux. Ainsi, en

2018, près de deux Français sur trois se prononcent en faveur de l'augmentation du revenu de solidarité active (RSA), contre un peu moins d'un Français sur deux en 2014. Pour autant, seuls 20 % d'entre eux sont prêts à financer la hausse qu'ils préconisent par une augmentation de leurs impôts ou cotisations.

Les montants garantis par les minima sociaux (voir fiche 08) restent inférieurs à ce que de nombreux Français estiment être le revenu minimum dont un individu doit disposer pour vivre⁵. En effet, pour une personne seule, les minima sociaux garantissent des niveaux de revenu compris, en général, entre 500 et 850 euros par mois. Or, seuls 2 % des Français évaluent le minimum pour vivre à 850 euros mensuels ou moins pour une personne seule et uniquement un Français sur sept évoque un montant de 1 200 euros ou moins, relativement proche du smic net⁶. La moyenne du revenu jugé minimum pour vivre se situe à 1 760 euros par mois. Cette moyenne – qui oscillait entre 1 550 euros et 1 620 euros au cours des années précédentes – est en hausse de près de 200 euros par

Graphique 2 Sentiment de pauvreté selon la catégorie socioprofessionnelle, en 2017 et en 2018



Note > Question posée : « Et vous, personnellement, pensez-vous qu'il y ait un risque que vous deveniez pauvre dans les cinq prochaines années ? Oui, plutôt/Non, plutôt pas/Je me considère déjà comme pauvre. »

Catégorie socioprofessionnelle : il s'agit de la profession actuelle des personnes en emploi et de la dernière profession dans le cas des personnes sans emploi. Ces résultats sont calculés hors « Ne se prononce pas », une modalité qui représente 6 % des réponses en 2018 et 1 % des réponses en 2017 (encadré 1).

Lecture > La proportion des ouvriers qui se considèrent comme pauvres est passée de 18 % en 2017 à 29 % en 2018.

Champ > Personnes résidant en France métropolitaine et âgées de 18 ans ou plus.

Source > DREES, Baromètre d'opinion 2017-2018.

5. La question posée est la suivante : « Selon vous, pour vivre, quel est le montant dont doit disposer au minimum un individu par mois (en euros) ? »

6. 92 % des personnes interrogées se prononcent en faveur d'une hausse du smic, soit 4 points de plus qu'en 2017.

rapport à 2017, une augmentation qui fait écho à la progression notable du taux de pauvreté ressentie observée entre 2017 et 2018.

Trois Français sur quatre pensent que le non-recours aux prestations et aux droits est important

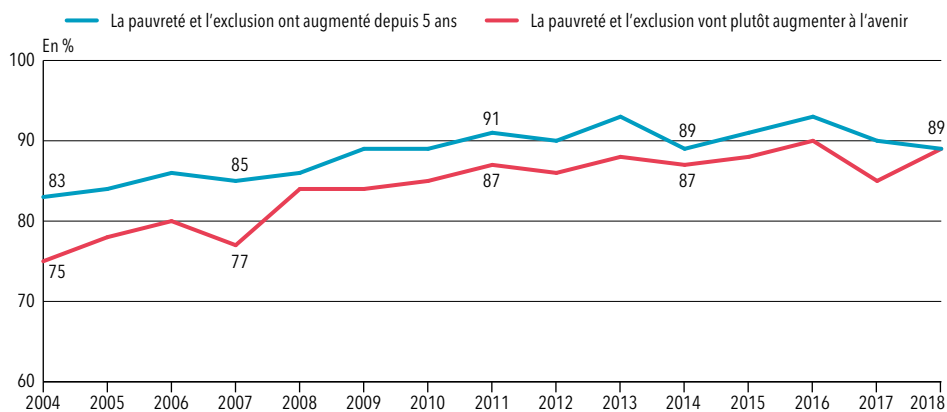
Le non-recours aux prestations sociales se définit comme le fait d'être éligible à une prestation sociale et de ne pas en bénéficier. Ce phénomène peut être important pour certaines prestations.

Trois Français sur quatre estiment que de nombreuses personnes ne bénéficient pas des droits et allocations auxquels elles peuvent prétendre, un chiffre élevé mais en recul de 8 points par rapport à 2017. Les populations les plus fragiles sont un peu plus souvent convaincues que les autres de l'importance du phénomène de non-recours. Parmi les 20 % des ménages les plus modestes, 81 %

considèrent que beaucoup de personnes ne bénéficient pas des droits auxquels elles peuvent prétendre, contre 65 % parmi les 20 % les plus aisés (tableau 1). Par ailleurs, sept personnes sur dix jugent que beaucoup de personnes perçoivent des allocations alors qu'elles n'y ont pas droit (-4 points par rapport à 2017).

Les causes du non-recours peuvent être multiples. Plus de quatre personnes sur dix l'expliquent par le manque d'information sur les aides ou sur les organismes auxquels s'adresser et une sur quatre par la complexité ou la longueur des démarches à entreprendre (graphique 4). Un cinquième des Français explique le non-recours soit par une crainte de répercussions négatives, soit par un rejet des contrôles associés à la perception des prestations, soit par un refus de dépendre de l'aide sociale et d'être considérés comme des « assistés » (7 % pour chacune de ces trois réponses). ■

Graphique 3 Perception de l'évolution de la pauvreté et de l'exclusion, depuis 2004



Note > Questions posées : « Selon vous, depuis cinq ans, la pauvreté et l'exclusion en France ont diminué/ont augmenté/ (sont restées stables) ? » « Et à l'avenir, pensez-vous que la pauvreté et l'exclusion en France vont plutôt augmenter/vont plutôt diminuer/(resteront stables) ? » Les modalités entre parenthèses ne sont pas proposées explicitement par les enquêteurs.

Lecture > La proportion des Français qui estiment que « la pauvreté et l'exclusion vont plutôt augmenter à l'avenir » est passée de 75 % en 2004 à 89 % en 2018.

Champ > Personnes résidant en France métropolitaine et âgées de 18 ans ou plus.

Source > DREES, Baromètre d'opinion 2004-2018.

Tableau 1 Opinion des Français concernant l'importance du non-recours et de la fraude sociale, selon leur niveau de vie, en 2018

Quintiles de niveau de vie	En %	
	Beaucoup de personnes ne bénéficient pas des droits ou allocations auxquels elles peuvent prétendre	Beaucoup de personnes perçoivent des allocations alors qu'elles n'y ont pas droit
Premier quintile (20 % des ménages les plus modestes)	81	69
Deuxième quintile	76	71
Troisième quintile	74	72
Quatrième quintile	74	71
Cinquième quintile (20 % des ménages les plus aisés)	65	69
Ensemble	74	70

Note > Question posée : « Il existe, dans notre pays, un certain nombre de droits, de services et d'allocations pour aider les citoyens à faire face aux différents risques sociaux : handicap, dépendance, vieillesse, chômage, maladie, précarité, exclusion, etc. Êtes-vous tout à fait d'accord, plutôt d'accord, plutôt pas d'accord ou pas du tout d'accord avec les affirmations suivantes ? »

1. Beaucoup de personnes ne bénéficient pas des droits ou allocations auxquels elles peuvent prétendre.

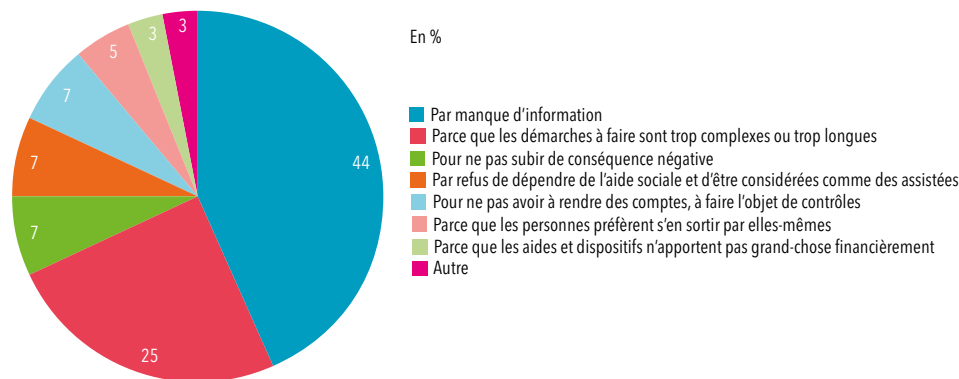
2. Beaucoup de personnes perçoivent des allocations alors qu'elles n'y ont pas droit.»

Ces résultats sont calculés hors « Ne se prononce pas », une modalité qui représente 7 % des réponses en 2018 et 2 % des réponses en 2017 pour la première question, 6 % en 2018 et 3 % en 2017 pour la seconde (encadré 1).

Lecture > 81 % des Français appartenant aux 20 % des ménages les plus modestes sont plutôt d'accord ou tout à fait d'accord avec l'idée que beaucoup de personnes ne bénéficient pas des droits ou allocations auxquels elles peuvent prétendre.

Champ > Personnes résidant en France métropolitaine et âgées de 18 ans ou plus.

Source > DREES, Baromètre d'opinion 2018.

Graphique 4 Raisons principales pouvant expliquer le non-recours aux aides et dispositifs sociaux selon les Français, en 2018

Note > Question posée : « Pour quelle raison principale pensez-vous que certaines personnes ne bénéficient pas d'allocations, droits, aides ou tarifs sociaux auxquels elles peuvent prétendre ? » Ces résultats sont calculés hors « Ne se prononce pas », une modalité qui représente 4 % des réponses en 2018 et 1 % des réponses en 2017 (encadré 1).

Lecture > 44 % des Français estiment que la raison principale du non-recours est le « manque d'information sur les aides, ou sur les organismes auxquels s'adresser ».

Champ > Personnes résidant en France métropolitaine et âgées de 18 ans ou plus.

Source > DREES, Baromètre d'opinion 2018.

Pour en savoir plus

> **Antunez, K., Papuchon, A.** (2019, avril). Les Français plus sensibles aux inégalités de revenus et plus attachés au maintien des prestations sociales. DREES, *Les Dossiers de la DREES*, 35.

> **Duvoux, N., Papuchon, A.** (2018, décembre). Qui se sent pauvre en France ? Pauvreté subjective et insécurité sociale. *Revue française de sociologie*, 59/4.